



ASSEMBLÉE NATIONALE

10ème législature

Albanie et Kosovo

Question au Gouvernement n° 2179

Texte de la question

M. le président. La parole est à M. René André.

M. René André. Ma question s'adresse à M. le ministre des affaires étrangères.

La région des Balkans, instable depuis des siècles, est à nouveau plongée dans une tourmente contagieuse qui est née à Belgrade et a gagné la Bulgarie, le Kosovo et l'Albanie.

Je limiterai ma question au Kosovo et à l'Albanie.

Le Kosovo, région qui dépend de la République fédérale de Yougoslavie, est peuplé à 90 % d'Albanais et un désir récurrent d'autonomie, sinon d'indépendance, y règne.

De très graves attentats viennent d'y être commis récemment. Certains y voient la main du président Milosevic, qui souhaiterait, grâce à ces attentats, restaurer une sorte d'union nationale sacrée autour du Kosovo, berceau de l'orthodoxie serbe.

Les différents leaders de l'opposition serbe ont, ce qui est tout à fait nouveau, évoqué la possibilité d'accorder au Kosovo une très large autonomie.

Monsieur le ministre, votre ministère a rappelé que la France était favorable à une très large autonomie du Kosovo. Pourriez-vous nous préciser votre position et nous dire si notre pays est prêt à favoriser l'installation d'une mission de l'OSCE au Kosovo, comme l'Albanie le demande ?

De très graves événements se sont déroulés dans ce pays à la fin de la semaine dernière. L'opposition albanaise, animée par d'anciens membres du parti d'Enver Hodja, accuse le parti communiste d'être à l'origine de ces troubles.

M. Maxime Gremetz. Allons ! Un peu de respect !

M. René André. Les anciens du parti communiste, qui sont regroupés au sein du parti socialiste, accusent le régime du parti démocratique d'être à l'origine de ces événements.

Pourriez-vous nous indiquer la position de la France à cet égard ?

M. le président. La situation est effectivement très complexe !

La parole est à M. le ministre délégué aux affaires européennes.

M. Michel Barnier, ministre délégué aux affaires européennes. Monsieur André, vous avez raison de souligner que, à la porte de l'Europe, la région des Balkans est actuellement fragile, tant sur le plan politique que sur le plan économique. On le voit à Belgrade, où se multiplient avec une grande ténacité et une grande persévérance les manifestations, simplement pour que la démocratie soit respectée. On le voit au Kosovo, où des troubles importants ont eu lieu.

Dans cette région, il faut en effet progresser vers une très large autonomie. Celle-ci passe par un vrai dialogue, que nous encourageons, entre les autorités de Serbie, d'une part, et les partis kosovars, d'autre part. Oui, nous souhaitons favoriser, par tous les moyens dont nous pouvons disposer de l'extérieur, ce dialogue politique.

Quant à l'Albanie, les manifestations s'y multiplient. Vous en avez rappelé l'origine : elle réside dans la faillite en chaîne d'un système d'épargne qui a trompé les gens, faillite dont un Albanais sur trois est victime. Il est compréhensible que les gens descendent dans la rue, et le président albanais hésite entre l'indemnisation et la répression.

Peut-on faire porter la totalité de la responsabilité sur les anciens communistes ?

Plusieurs députés du groupe du Rassemblement pour la République. Oui !

M. le ministre delegue aux affaires europeennes. Je n'en suis pas sur. La aussi, les autorites europeennes et la France veulent favoriser le dialogue et la mise en place de vraies reformes sur des bases assainies a tous les egards. (Applaudissement sur divers bancs du groupe du Rassemblement pour la Republique.)

Texte de la réponse

M. le president. La parole est a M. Rene Andre.

M. Rene Andre. Ma question s'adresse a M. le ministre des affaires etrangeres.

La region des Balkans, instable depuis des siecles, est a nouveau plongee dans une tourmente contagieuse qui est nee a Belgrade et a gagne la Bulgarie, le Kosovo et l'Albanie.

Je limiterai ma question au Kosovo et a l'Albanie.

Le Kosovo, region qui depend de la Republique federale de Yougoslavie, est peuple a 90 % d'Albanais et un desir recurrent d'autonomie, sinon d'indépendance, y regne.

De tres graves attentats viennent d'y etre commis recemment. Certains y voient la main du president Milosevic, qui souhaiterait, grace a ces attentats, restaurer une sorte d'union nationale sacree autour du Kosovo, berceau de l'orthodoxie serbe.

Les differents leaders de l'opposition serbe ont, ce qui est tout a fait nouveau, evoque la possibilite d'accorder au Kosovo une tres large autonomie.

Monsieur le ministre, votre ministere a rappele que la France etait favorable a une tres large autonomie du Kosovo. Pourriez-vous nous preciser votre position et nous dire si notre pays est pret a favoriser l'installation d'une mission de l'OSCE au Kosovo, comme l'Albanie le demande ?

De tres graves evenements se sont deroules dans ce pays a la fin de la semaine derniere. L'opposition albanaise, animee par d'anciens membres du parti d'Enver Hodja, accuse le parti communiste d'etre a l'origine de ces troubles.

M. Maxime Gremetz. Allons ! Un peu de respect !

M. Rene Andre. Les anciens du parti communiste, qui sont regroupes au sein du parti socialiste, accusent le regime du parti democratique d'etre a l'origine de ces evenements.

Pourriez-vous nous indiquer la position de la France a cet egard ?

M. le president. La situation est effectivement tres complexe !

La parole est a M. le ministre delegue aux affaires europeennes.

M. Michel Barnier, ministre delegue aux affaires europeennes. Monsieur Andre, vous avez raison de souligner que, a la porte de l'Europe, la region des Balkans est actuellement fragile, tant sur le plan politique que sur le plan economique. On le voit a Belgrade, ou se multiplient avec une grande tenacite et une grande perseverance les manifestations, simplement pour que la democratie soit respectee. On le voit au Kosovo, ou des troubles importants ont eu lieu.

Dans cette region, il faut en effet progresser vers une tres large autonomie. Celle-ci passe par un vrai dialogue, que nous encourageons, entre les autorites de Serbie, d'une part, et les partis kosovars, d'autre part. Oui, nous souhaitons favoriser, par tous les moyens dont nous pouvons disposer de l'exterieur, ce dialogue politique.

Quant a l'Albanie, les manifestations s'y multiplient. Vous en avez rappele l'origine: elle reside dans la faillite en chaine d'un systeme d'epargne qui a trompe les gens, faillite dont un Albanais sur trois est victime. Il est comprehensible que les gens descendent dans la rue, et le president albanais hesite entre l'indemnisation et la repression.

Peut-on faire porter la totalite de la responsabilite sur les anciens communistes ?

Plusieurs deputes du groupe du Rassemblement pour la Republique. Oui !

M. le ministre delegue aux affaires europeennes. Je n'en suis pas sur. La aussi, les autorites europeennes et la France veulent favoriser le dialogue et la mise en place de vraies reformes sur des bases assainies a tous les egards. (Applaudissement sur divers bancs du groupe du Rassemblement pour la Republique.)

Données clés

Auteur : [M. André René](#)

Circonscription : - RPR

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2179

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : affaires européennes

Ministère attributaire : affaires européennes

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 30 janvier 1997, page 500

Réponse publiée le : 30 janvier 1997, page 500

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 30 janvier 1997